

### *Pouvoir d'emprunt*

Que le projet de loi ne soit pas lu pour la 2<sup>e</sup> fois avant le 22 février, date à laquelle nous aurons eu le temps d'examiner le budget des dépenses pour l'année financière 1983-1984.

• (1240)

J'ai dit bien clairement qu'il est temps de proposer une nouvelle vision au Canada. Dans leur for intérieur, les Canadiens savent ce que peut devenir leur pays. Il est temps d'oublier nos craintes et notre incertitude et de prendre des mesures qui nous fassent apparaître ce que le Canada peut et devrait être. Il est temps d'affronter résolument l'avenir en nous dotant d'un programme audacieux, innovateur et créatif pour assurer l'avenir du pays.

Un de nos grands principes, monsieur le Président, doit être de chercher à réaliser le plein emploi au Canada. Compte tenu de sa faible population et de l'abondance de ses ressources, tant naturelles, humaines que financières, il n'y a pas de raison que nous ne puissions atteindre cet objectif.

Nous sommes arrivés à un tournant très critique de notre histoire économique, monsieur le Président. Nous ne pouvons en effet que progresser ou reculer, et il nous faut malheureusement laisser notre sort entre les mains des députés d'en face qui nous donneront une orientation susceptible de nous faire avancer ou présenteront des mesures qui mèneront droit à l'effondrement de l'économie du pays.

Tout à l'heure, le ministre des Finances a parlé de l'avenir, et je me rappelle fort bien avoir lu dans le hansom les propos que tenaient divers ministres en 1930. Nous avons une impression de déjà vu, monsieur le Président. Cette année-là, en effet, les membres du gouvernement se plaisaient à déclarer que les choses étaient sur le point de changer, qu'ils étaient optimistes puisque les indicateurs laissaient entrevoir une reprise de l'économie et qu'ils avaient confiance dans l'avenir. Ils ne songeaient pas pour autant à prendre quelque mesure que ce soit.

Malheureusement, les Canadiens se trouvent exactement au même tournant aujourd'hui. Il nous faut maintenant lancer un programme énergique de relance qui vise notamment à réaliser le plein emploi. Il faudra pour cela la coopération de toutes les régions du pays ainsi que des divers secteurs de l'économie, tant sur le plan économique que politique. Nous devons nous engager à maintenir nos programmes sociaux et à les améliorer. Nous ne devons plus accepter d'être le vassal d'une économie étrangère.

Il en coûtera cher, évidemment, pour réaliser ces objectifs, et les Canadiens seront mis à contribution. Cela ne se fera pas sans peine, au contraire. Mais, monsieur le Président, il faut que les sacrifices soient répartis équitablement. La lutte contre l'inflation et la mise en place d'un programme de reprise ne doivent pas se faire aux dépens des Canadiens en chômage. Ces mesures ne doivent pas non plus être au détriment des femmes et des groupes minoritaires au Canada, contrairement à ce que le gouvernement est en train de faire. Parce que ces mesures doivent être fondées sur des principes d'égalité, nous devons continuer à nous opposer au projet de loi C-139, qui tend à modifier la loi de l'impôt sur le revenu, car c'est une mesure qui perpétue l'injustice. Ce projet de loi avertit les Canadiens qu'il y aura des augmentations d'impôt pour les catégories à revenu faible ou moyen, mais des diminutions pour les riches, ce à quoi, monsieur le Président, les députés doivent s'opposer tant qu'ils en auront la force. Une injustice

de cette nature va interdire toute reprise économique au Canada.

Il existe un autre obstacle à la relance, soit le fait que nous comptons deux millions de chômeurs. Leur nombre augmente de semaine en semaine et, de l'aveu même du ministre des Finances, il continuera de croître en 1983. Il est impossible d'assumer la reprise économique avec un chômage aussi lourd, qui étrangle l'économie comme un albatros suspendu à son cou. Et la situation ne bougera pas à moins que le gouvernement ne s'attaque directement au problème.

Le prochain budget devrait comporter trois grandes priorités: des emplois, des emplois et encore des emplois. Les Canadiens comprendront que le gouvernement est déterminé à agir et qu'il entend redresser l'économie lorsqu'il aura commencé, dans le cadre de son programme de relance, à s'occuper du grave problème du chômage.

Ce déficit nous préoccupe, nous, les néo-démocrates, car puisqu'il est imprévu, il est improductif. Je me souviens d'avoir entendu l'ancien chef du parti conservateur appuyer ce qu'il appelait, me semble-t-il, un déficit de «stimulation». Nous aimerions voir le ministre des Finances nous démontrer clairement de quelle façon cette hausse du déficit se traduira par une baisse. Voici les paroles que je voudrais entendre sortir de la bouche du ministre des Finances: «Si nous optons pour le déficit, c'est pour mieux assurer la reprise. Voici comment nous proposons d'investir les fonds empruntés afin qu'au bout du compte, la population canadienne puisse en tirer son parti.» Mais ce n'est ce que je l'entends dire, monsieur le Président, et nous savons bien que ce n'est pas pour établir une infrastructure propre à relancer l'économie que le gouvernement veut aller emprunter ces fonds. Il ne fait que continuer ses dépenses frivoles.

Si tel n'est pas le cas, alors je prierais instamment les ministériels de prendre la parole et de nous expliquer comment les Canadiens finiront par trouver leur compte dans cette mesure visant à augmenter notre déficit de 19 milliards de dollars. Un budget déficitaire n'est pas forcément en soi synonyme de catastrophe. En effet, quel homme d'affaires ne connaît pas la valeur des emprunts souscrits et investis de manière à obtenir un bon rendement. C'est d'ailleurs un mode de gestion que le Nouveau Parti démocratique prône depuis longtemps déjà en disant que, s'il nous faut emprunter de l'argent, soyons sûrs à tout le moins de l'investir sagement.

Or, pour utiliser à bon escient le financement déficitaire, j'estime que nous devons, en tant que parlementaires, être bien conscients que notre économie arrive à un point tournant de son histoire et que la reprise ne viendra pas des secteurs qui se sont effondrés sous le poids de la récession ou de la dépression. L'économie des années 80 et 90 sera radicalement différente de celle des années 60 et 70.

Je demande aux députés d'en face s'ils se rendent compte de la profonde transformation économique qui est en train de se faire chez nous, car je ne vois pas chez eux le moindre signe d'une telle prise de conscience. Le ministre des Finances a maintenant l'occasion rêvée de montrer à la population canadienne que le gouvernement comprend toute l'importance de ce bouleversement économique et qu'il est prêt à prendre les mesures qui s'imposent pour redresser la situation, et je trouve aberrant qu'il n'ait pu prononcer une seule parole montrant